« L'histoire du capitalisme se confond avec son devenirmonde ». Entretien avec Alain Bihr

contretemps.eu/naissance-capitalisme-bihr-entretien

11 juillet 2020

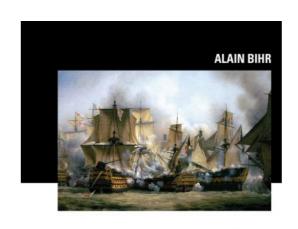


<u>Alain Bihr</u> « L'histoire du capitalisme se confond avec son devenir-monde ». Entretien avec Alain Bihr</u>2020-07-11T09:05:24+00:00

Alain Bihr revient dans cet entretien sur sa somme – en 3 tomes – intitulé Le Premier Âge du capitalisme (1415-1763), à propos desquels nous avons publié trois recensions de Guillaume Fondu :

- <u>L'expansion européenne, premier âge du capitalisme</u>
- <u>Le rôle de l'État dans la genèse du capitalisme en Europe</u>
- <u>Comment le monde est devenu capitaliste</u>

Ton livre, Le premier âge du capitalisme, est impressionnant. Le premier tome, qui décrit l'expansion commerciale et coloniale de l'Europe occidentale, traite de façon détaillée, non seulement des agissements européens mais ceux des sociétés qui sont confrontées à ces incursions. Le second, encore plus impressionnant à mon avis, passe en revue toutes les transformations des principaux États européens dans la période traitée : économie, sciences et techniques, structures sociales, mœurs... On ne peut qu'être admiratif devant le travail accompli. Peux-tu préciser ton projet et le choix de la période traitée ?





page 2: SYLLEPSE

Cet ouvrage s'inscrit dans le projet de revisiter l'histoire du capitalisme, de sa formation à nos jours, en l'inscrivant dans une perspective

d'histoire totale, n'excluant aucun niveau ou dimension de la réalité sociale, en l'adossant à une conceptualité marxiste. Dans un livre antérieur, *la Préhistoire du capital* (Éditions Page 2, 2006), j'ai cherché à comprendre pourquoi ce n'est que dans le cadre du féodalisme européen, en même temps que contre ce cadre, qu'ont pu émerger les prémices des rapports capitalistes de production, préalable indispensable à la formation du mode de production capitaliste. Le présent livre, qui s'inscrit dans la suite du précédent, cherche à montrer comment, à la faveur de la première vague de l'expansion commerciale et coloniale de l'Europe occidentale, qui se déploie entre le XV^e et le XVIII^e siècle, ces prémices sont parvenues à se développer. Autrement dit, comment les rapports capitalistes de production ont parachevé leur formation pour créer les conditions de ce qu'on nommera classiquement la « révolution industrielle », tout en commençant à bouleverser, de manière plus ou moins radicale, tout l'édifice social, politique, culturel... hérité du féodalisme européen. Raison pour laquelle je dénomme toute cette période le protocapitalisme mercantile.

Marx, dans *Misère de la philosophie*, insistait sur le caractère historique des catégories économiques, contrairement à la théorie économique bourgeoise qui, pour l'essentiel, les naturalise. Mais dans le même texte il franchit en quelque sorte un pas supplémentaire avec ces phrases maintes fois citées : « En acquérant de nouvelles forces productives, les hommes changent leur mode de production, et en changeant le mode de production, la manière de gagner leur vie, ils changent tous leurs rapports sociaux. Le moulin à bras vous donnera la société avec le

suzerain ; le moulin à vapeur, la société avec le capitalisme industriel. » Ta démarche semble se distancier largement de ces phrases, tout au moins de la façon dont elles sont traditionnellement comprises.

Oui et non. Pour répondre simplement, je dirai que je suis globalement d'accord avec la première des deux phrases précédentes, mais que la seconde me paraît une formule à l'emporte-pièce, dont use quelquefois Marx pour synthétiser sa pensée au prix d'une certaine réduction de celle-ci, qu'on ne peut de ce fait reprendre que cum grano salis, comme il le dit lui-même par ailleurs. Ma perspective dans le présent tome illustre parfaitement la première de ces deux affirmations. J'y montre comment, sous l'impulsion de la formation de nouveaux rapports sociaux de production (les rapports capitalistes de production), c'est en effet tout l'édifice (tous les autres rapports sociaux) qui se trouvent bouleversés : transformation de la division et hiérarchisation de la société en ordres en une division et hiérarchisation en classes et fractions de classe; transformation de la monarchie féodale en monarchie absolue, impliquant une recentralisation du pouvoir politique (mettant fin à l'émiettement féodal) et la formation tendancielle d'une nouvelle forme d'État préfigurant le pouvoir public impersonnel de l'État proprement capitaliste; émergence d'un système d'États européens fondés sur le triple principe de reconnaissance réciproque des souverainetés, d'équilibre des puissances et de prédominance hégémonique; substitution tendancielle de rapports impersonnels de dépendance (médiatisés par le marché, les contrats, les réglementations juridico-administratives, etc.) aux rapports personnels de dépendance (de type familial, clanique, féodal, etc.); formation dans ce cadre d'un nouveau type d'individualité, que je dénomme l'individualité assujettie; émergence de différentes figures de la rationalité pratique en lieu et place de l'autorité de la foi ; etc. Mais, quand il s'agit d'expliquer quel est le moteur fondamental de tout ce bouleversement, qui n'est autre que le processus de formation du mode de production capitaliste dans tous ses niveaux et dimensions, je ne postule pas une accumulation préalable de forces productives mais une dynamique d'expansion des rapports capitalistes de production qui est largement autonome (quoique adossée à l'expansion commerciale et coloniale précitée); et c'est plutôt elle qui ouvre la voie au développement des forces productives, comme c'était d'ailleurs déjà le cas au cours du Moyen-Âge européen. C'est en ce sens que je soutiens que l'accent mis souvent sur la « révolution industrielle » tombe dans le travers de mettre l'accent sur les aspects technologiques en considérant comme secondaires les aspects économiques, sociaux, politiques et culturels des transformations alors en cours.

Autre citation classique de Marx, tirée du *Manifeste* : « *La grande industrie a créé le marché mondial, préparé par la découverte de l'Amérique*. » Là aussi, tu montres, je crois, que c'est un peu plus compliqué en insistant sur le fait que l'expansion commerciale et coloniale, largement menée sous l'impulsion d'États (le Portugal et l'Espagne suivis par les Provinces-Unies des Pays-Bas, l'Angleterre et la France), a été une

condition préalable nécessaire à la transition de l'Europe vers le capitalisme et que cette expansion a jeté (au moins partiellement) les bases de marchés mondiaux. Pourrais-tu décrire ce processus ?

L'hypothèse directrice qui m'a guidé dans ma relecture de l'histoire du capitalisme, c'est que ce qu'on nomme aujourd'hui vaguement et en partie confusément « mondialisation » n'est pas le point d'arrivée mais le point de départ du capitalisme. Plus exactement, c'est un point de départ que le capitalisme n'a cessé d'étendre et d'approfondir au cours de son histoire. En un mot, l'histoire du capitalisme se confond avec son devenir-monde. L'acte inaugural de ce dernier est précisément la première vague d'expansion commerciale et coloniale dans laquelle se lancent, en ordre dispersée, les différentes formations sociales auxquelles l'Europe médiévale avait donné naissance et à la faveur de laquelle, moyennant une constance redistribution conflictuelle des cartes entre elles, les rapports capitalistes de production se sont parachevés, comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire. Cet acte inaugural est celui qui donne naissance au marché mondial en interconnectant commercialement l'ensemble des terres émergées de la planète, en commençant à dessiner entre elles des divisions spatiales du travail synonyme d'inégalités de développement et d'échange inégal (hiérarchisant centre, semi-périphéries et périphéries), cadre et enjeu d'affrontements qui vont prendre progressivement une dimension elle-même planétaire : pendant la dernière phase de la guerre de Sept Ans (1756-1763), sur laquelle je clos la période protocapitaliste, la Navy (la marine de guerre britannique) intervient pour s'emparer aussi bien de La Havane que de Manille. Certes, la période suivante de l'histoire du capitalisme qu'inaugure la « révolution industrielle », portera le marché mondial à un degré d'élargissement et d'approfondissement supérieur, avec notamment le parachèvement de la formation des États-nations et des empires coloniaux. En ce sens, la formule lapidaire dont use Marx est là encore en partie vraie, en partie fausse.

Tu insistes sur le fait que l'« économie de marché » n'est nullement naturelle et que les États ont joué un rôle majeur dans sa genèse. Un point m'a paru particulièrement intéressant : la façon dont l'État a « façonné » des prolétaires. Pourrais-tu développer cet aspect ?

D'une manière générale, comme Marx le souligne expressément dans l'analyse qu'il conduit de la prétendue « accumulation primitive » dans la dernière section du Livre I du *Capital*, l'État a joué un rôle fondamental dans différents aspects majeurs du développement du protocapitalisme mercantile – en même temps qu'il en a été le résultat général, comme je l'ai mentionné en passant plus haut. Par exemple, au cœur des deux formes majeures que prend l'expansion européenne qui est le processus moteur de ce protocapitalisme, on trouve l'État. Cela est manifeste dans le cas de l'expansion coloniale qui a toujours pour agent immédiat un État : c'est sous l'impulsion et avec les moyens de l'État castillan que se trouvent colonisés le Mexique et le Pérou ; c'est l'État portugais qui conduit la colonisation du Brésil, de l'Angola et de la vallée du Zambèze, etc. Mais ce n'est pas moins vrai s'agissant de l'autre dimension, commerciale, de cette expansion ; car, derrière les compagnies commerciales qui sont

ici directement à la manœuvre (les différentes Compagnies des Indes orientales ou occidentales) se tiennent des États qui leur accordent (moyennant redevances sonnantes et trébuchantes) les monopoles sans lesquels elles n'auraient jamais prospéré et qui leur prêtent bien souvent main-forte en menant les guerres qui leur permettent de conquérir et de défendre les points d'appui et le circuits commerciaux (essentiellement maritimes) qu'ils contrôlent et qui sont la base même de leur essor. L'État joue également un rôle de premier plan dans le processus de formation du prolétariat, autrement dit dans l'expropriation des producteurs (paysans, artisans) et dans la contrainte multiforme qui doit s'exercer sur les producteurs expropriés pour qu'ils rentrent et restent dans les rets du salariat. L'État opère ici de manière multiforme. Indirectement, le plus souvent, s'agissant de l'expropriation : par le biais de l'alourdissement de la fiscalité, qui accompagne nécessairement sa surrection¹ et son développement, et qui conduit toujours à aggraver l'endettement des petits producteurs indépendants les plus précaires, qui est le principal facteur de leur expropriation; et par le biais de la guerre, synonyme de ravages et de destructions dans les régions affectées par les opérations militaires, entraînant là encore appauvrissement, précarité accrue et finalement expropriation, mais synonyme aussi d'alourdissement brutal et souvent durable de la pression fiscale partout ailleurs. Quant à la contrainte pour faire entrer et retenir les néo-prolétaires dans les rets du salariat, en réprimant durement la mendicité, le vagabondage et a fortiori la rapine ou le brigandage, inutile d'insister sur le fait que la main armée de l'État (le soldat, le mercenaire, le juge, le garde-chiourme et le bourreau) est directement requise. Comme elle l'est par ailleurs pour réprimer les premières tentatives d'organisation et de lutte collectives des salariés.

Un dernier point : il existe diverses thèses historiques pour expliquer les déficiences industrielles de la France et de sa bourgeoisie. As-tu perçu dans la période que tu as étudiée des éléments spécifiques de nature à l'expliquer au moins partiellement ?

Là encore, il m'est impossible de répondre parfaitement à ta question en quelques lignes. Ce sont trois chapitres pleins du troisième et dernier tome de l'ouvrage, qui paraîtra à l'automne, que je consacre à comprendre ce qui a assuré la supériorité de l'Angleterre (devenue Grande-Bretagne au début du XVIIIe siècle, après la fusionabsorption de l'Écosse) sur la France. Car cette supériorité, non seulement économique mais aussi politique et culturelle, est acquise dans le cours de l'époque protocapitaliste, avant même la « révolution industrielle » ; ce qui explique d'ailleurs que celle-ci se soit produite outre-Manche avant qu'elle ne se déclenche en France. Évidemment, un pareil phénomène ne se laisse pas réduire à une cause unique. Mais la cause principale me paraît malgré tout être le fait que, suite à leur défaite face à leurs homologues françaises à l'issue de la guerre de Cent Ans (1453), qui vaut à la monarchie et à la féodalité (puis la bourgeoisie à leur suite) anglaises d'être confinées dans une partie des îles Britanniques, elles n'ont plus pu compter que sur deux ressources : la terre (d'où résultera une précoce « révolution agricole » en Angleterre, dont les fameuses enclosures ne sont qu'un aspect et pas le plus important) et surtout la mer (sous la triple forme du commerce maritime, de la colonisation outre-Atlantique en Amérique du Nord et de la piraterie qui sera, on l'oublie trop souvent, la grande cause nationale anglaise aux XVI^e et XVII^e siècles). La France de son côté, pour toute une série de raisons qui tiennent en définitive à sa richesse agricole et démographique et à la prédominance consécutive des intérêts fonciers (qu'ils soient nobles ou roturiers, bourgeois ou paysans), n'a jamais (avant le XIX^e siècle) vraiment pris la mesure de la nécessité et de l'opportunité de se lancer sérieusement et de persévérer dans l'expansion commerciale et coloniale outre-mer. Et, à l'heure de l'affrontement avec la Grande-Bretagne, dans le cours de cette seconde guerre de Cent Ans qui ira de la fin du XVII^e siècle (la guerre de la Ligue d'Augsbourg, 1688-1697) jusqu'à la chute de Napoléon (1815), cela lui vaudra d'y être régulièrement défaite sur mer, d'y perdre quasiment toutes ses colonies, d'y voir ruiner une grande partie de son commerce colonial, pour être finalement défaite sur terre en Europe même.

Propos recueillis par Henri Wilno.

Cet entretien est d'abord paru dans la revue *L'Anticapitaliste*.

références

1. Î Par analogie avec le phénomène géologique de soulèvement lent et progressif d'une zone de l'écorce terrestre qui peut aboutir à des chaines de montagne (NDLR).